

UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI TRIESTE
SCUOLA SUPERIORE DI LINGUE MODERNE PER INTERPRETI E TRADUTTORI
Laurea magistrale in *Traduzione specialistica e interpretazione di conferenza*
Curriculum Traduzione specialistica-interpretazione
OPZIONE TRADUZIONE SAGGISTICO-LETTERARIA
OPZIONE INTERPRETAZIONE
ESAME DI IDONEITÀ 2012-2013
TRADUZIONE FRANCESE-ITALIANO

Audit : le gouvernement assure qu'il laisse un budget sincère.

Ce sera l'un des premiers actes du nouveau président de la République : une fois installé à l'Elysée, François Hollande demandera à la Cour des comptes un audit des finances publiques afin d'éviter tout dérapage cette année. La lettre de mission n'est pas encore précisée mais en fin de campagne, l'équipe Hollande insistait sur l'état des lieux de l'exécution du budget 2012, en mettant en avant ses craintes sur l'enveloppe dévolue à l'emploi.

La commande d'un audit a une visée à la fois budgétaire et politique : il s'agit de débusquer d'éventuelles impasses pour y répondre rapidement, et d'en faire porter la responsabilité sur l'équipe précédente. La gauche a intérêt à jouer la transparence sur les finances publiques en forçant un peu le trait sur les risques laissés en héritage, mais elle n'a pas intérêt à en rajouter : ce serait se tirer une balle dans le pied vis-à-vis des investisseurs et des agences de notation.

À cette époque de l'année, Bercy établit un premier bilan des engagements de dépenses des ministères, afin de lancer la préparation du budget de l'année suivante (dont le volet dépenses est arbitré dès juillet). « *Les risques identifiés sur les dépenses sont limités, de l'ordre de 1 milliard d'euros. C'est moins que les trois années précédentes à la même époque, et c'est parfaitement couvert par les crédits mis en réserve en début d'année* », indique-t-on au ministère du Budget, où l'on souligne qu'il n'y a pas, comme l'an dernier, de plan sécheresse à financer, d'opérations militaires en Libye à assumer ou d'affaire des frégates de Taïwan à solder.

Il y a néanmoins des sujets problématiques : le budget de l'emploi, et notamment l'enveloppe des contrats aidés, paraît sous-calibré et l'annulation sèche d'un peu plus d'un milliard d'euros de crédits gelés dès février (pour compenser la moindre croissance) restreint fortement les marges de manœuvre pour faire face aux aléas de l'année.

Mais les plus gros risques figurent du côté des recettes. Il y a d'abord 2 milliards d'euros de moins-values anticipées sur les recettes non fiscales au titre du contentieux dans l'affaire dite de « précompte mobilier ». Il y a surtout l'incertitude sur le niveau des recettes fiscales et sociales, qui dépendra de l'évolution de l'emploi (masse salariale) et de la croissance.

ETIENNE LEFEBVRE, « Les Echos », 09.05.2012

